

Contribution de Christian DAVIAS

11 janvier 2010

Vœux 2010 : Prendre le temps de réfléchir pour agir

Nos sociétés vivent aujourd'hui sous une emprise médiatique de plus en plus forte. Parmi les médias, INTERNET est de loin le plus porteur à la fois de potentialités mais aussi de dangers. Son audience universelle accroît le niveau de connaissances générale mais s'ouvre aussi à toutes les dérives, compte tenu du peu de régulation du système.

Je crains que nos démocraties ne deviennent ingouvernables à brève échéance, si nos hommes politiques prennent des positions en fonction de la seule humeur des blogs, échéances électorales obligent.

Certains diront que c'est une forme de démocratie participative aboutie. Pas sûr ! Notre implication au sein du Conseil de développement nous montre à quel point il est nécessaire d'échanger, de débattre, de confirmer ou d'abandonner nos certitudes, avant de se permettre de rendre un avis.

La société médiatique est celle de l'immédiateté et de l'émotion, mais la décision publique a besoin du temps de la réflexion.

Autre préoccupation : ce que j'appelle la "pression verte", expression tout a fait impertinente et peu politiquement correcte par les temps qui courent.

Oui, il y a des préoccupations écologiques sur lesquelles il faut agir :

- l'épuisement des ressources naturelles
- la déforestation
- la qualité de l'eau
- l'usage des terres agricoles
- le traitement de nos déchets

Le réchauffement climatique est un constat inquiétant car il peut mettre en péril notre civilisation, mais le climat de la terre n'a jamais été stable sur de longues périodes. Les activités humaines en sont-elles la cause principale ?

Les espoirs de Copenhague ont volés en éclat, peut-être à cause de cette polarisation sur les émissions de CO2 provoquées par nos activités, mais surtout par une vision à court terme de nos dirigeants dont l'horizon décisionnel est trop souvent limité à l'exercice de leur pouvoir.

Seuls l'accumulation de catastrophes naturelles et le mécontentement populaire, alimentés par le coût de l'énergie, seront susceptibles de modifier cet aveuglement. Les prochaines révolutions seront-elles "vertes" ?

Ce qui s'est passé à Copenhague est un autre débat : celui d'une forme de business international, sous couvert d'écologie. C'est un débat dans lequel les pays du tiers monde ont fait valoir un discours biaisé qui consiste à dire "les Pays industrialisés ont dérégulé le climat et provoqué la misère dans nos continents, il faut donc nous dédommager". Les oligarchies locales n'ont pas tardé à flairer l'aubaine. Cette quête aux subventions a pollué le débat.

N'aurait il pas été plus sage de chercher un accord pour financer mondialement la recherche, le développement d'énergies nouvelles, et la voiture électrique ? Ces objectifs auraient eu l'avantage de répondre en partie aux enjeux exposés et de dynamiser la créativité et l'emploi.